

De l'espoir pour l'Europe ! 25 propositions pour relancer le projet européen 16 décembre 2014 – Rome, Italie

Nous sommes des femmes et des hommes qui nous engageons sur notre territoire. En tant que maires, élus locaux, bénévoles et acteurs de la société civile ou représentants du monde économique, nous entendons ici réaffirmer notre attachement indéfectible aux principes qui nous rassemblent en Europe.

Des rives de la Mer noire aux côtes de l'Atlantique, des îles de la Méditerranée au Cercle polaire arctique, nés en Europe ou ailleurs, venus de grandes villes ou de petites communes, nous sommes citoyens dans nos villes, citoyens en Europe unis par des valeurs de paix, de justice, de droits de l'Homme, de liberté et de démocratie. Unis dans notre diversité, nous sommes citoyens de nos villes et citoyens d'Europe.

Nous croyons au projet européen, né des cendres guerrières du passé pour répondre à l'appel de nos aînés : « Plus jamais ça ! ». Un projet porteur d'espoir et de courage politique pour une Europe forte, unie et à vocation fédérale.

Alors que tout près de nous l'Ukraine fait face au plus grave conflit sur le continent depuis les guerres des Balkans, comment pourrait-on oublier que la paix ne peut jamais être tenue pour acquise, et que tout conflit dans le monde reste un facteur d'instabilité et d'insécurité pour tous ?

Nous n'oublions pas le message d'Edouard Hériot, fondateur du Conseil des Communes et Régions d'Europe, qui déclarait « tout oppose les Etats, tout rassemble les communes. » Nous sommes conscients que l'union toujours plus étroite que nous avons patiemment forgée est menacée: récession économique et sociale, inégalités, scepticisme, xénophobie, repli sur soi, populisme, corruption, minent les fondations de notre édifice démocratique. Ces phénomènes engendrent une désillusion croissante de nos concitoyens vis-à-vis de leurs institutions, et plus particulièrement vis-à-vis du projet européen.

Dans ce contexte, l'Europe doit rester un puissant rempart contre l'exclusion et l'intolérance. Plus que jamais nous devons nous inspirer de Jean Monnet quand il affirmait « nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des Hommes. » Nous sommes convaincus que nos communes et régions sont les mieux placées pour faire passer ce message de paix. Chacun d'entre nous, à son niveau de responsabilité, s'engage à proposer des modalités d'un dialogue qui associe tous les citoyens de manière équitable, quelles que soient leur identité, leur lieu de résidence ou leurs origines.

Réunis à Rome, Italie les 15-16 décembre 2014, à l'invitation du Conseil des Communes et Régions d'Europe, et sous l'égide de la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne,

Nous appelons nos communes et régions à :

1. Encourager la **participation** active et directe des citoyens, en complément du vote qui reste la base de la structure démocratique en Europe ;
2. **Mobiliser** tous les acteurs locaux sur leurs territoires – administrations publiques, société civile, écoles et universités, entreprises – et promouvoir une **gouvernance fondée sur le partenariat** ;
3. Travailler ensemble pour nourrir le projet européen en **débatant** entre nous, avec nos concitoyens, et avec les institutions nationales et européennes ; en particulier lors de la **journée de l'Europe** le 9 mai, qui doit devenir une journée pleinement consacrée à l'Europe et aux débats qu'elle suscite ;
4. Donner à tous les **jeunes** les moyens de participer, de s'exprimer et d'agir en liberté ; et plus particulièrement, mettre en œuvre des politiques ambitieuses visant à combattre le chômage des jeunes ;
5. Offrir aux **femmes et aux hommes** les mêmes opportunités de participer à la vie publique locale et d'être des citoyens actifs ; et prendre en considération les besoins de chacun-e dans la prestation de services publics en y intégrant la perspective de genre ;
6. S'assurer que les **seniors** restent des citoyens engagés et qu'ils soient pleinement intégrés dans la vie locale tout en leur permettant de vivre de manière indépendante et digne ;

7. Promouvoir la **tolérance**, valoriser les différences et combattre toute forme de discrimination dans nos communes ;
8. Poursuivre, renforcer et étendre nos échanges et nos coopérations en Europe, dans son voisinage et dans le monde, dans un esprit d'ouverture, d'amitié et de solidarité réciproque.

Nous appelons les institutions européennes et les gouvernements nationaux à :

9. Lancer un processus large et participatif de **débat** avec tous les citoyens sur l'avenir de l'Europe, avec le soutien des communes et régions, de leurs associations et des organisations de la société civile, et mieux les informer et les sensibiliser aux réalités de l'intégration européenne ;
10. Accroître le budget du **programme « l'Europe pour les citoyens »** au niveau symbolique d'1 euro par citoyen, afin d'augmenter de manière substantielle le nombre de projets soutenus et d'associer ainsi un plus grand nombre d'Européens de tous horizons à des rencontres, échanges et rassemblements où l'Europe sera vécue comme un véritable forum citoyen ; et renforcer le soutien aux rencontres entre villes jumelées en Europe, et encourager davantage les coopérations de toutes natures entre les gouvernements locaux et régionales ;
11. Donner plus de souplesse aux dispositions liées à l'**Initiative citoyenne européenne** afin que les Européens puissent plus facilement interpeller les institutions européennes dans le processus d'élaboration de leurs politiques ;
12. **Inclure** de manière adéquate dans l'élaboration de politiques européennes les **gouvernements locaux et régionaux**, qui constituent l'échelon de pouvoir le plus proche des citoyens, et forment ainsi des ponts naturels pour réduire le fossé entre les citoyens et les institutions ;
13. Ouvrir le **droit de vote** aux citoyens européens à toutes les élections dans leur pays de résidence ;
14. Respecter le **multilinguisme** et s'assurer que l'information relative à l'Union européenne soit rendue disponible aux citoyens dans toutes les langues officielles de l'UE ;
15. Prendre en compte la voix des **jeunes citoyens** de l'UE, qui peuvent eux aussi apporter une critique constructive du projet européen ;
16. Contribuer à réduire les **disparités femmes-hommes** dans les sphères de décision politiques et économiques, en recourant à toute action positive ;
17. Envisager le **changement démographique** comme un défi, et non comme un fardeau ; et donc apprécier l'expérience et les connaissances des aînés, et les contributions qu'ils ont apportées et continuent d'apporter à la société dans son ensemble, notamment en assurant l'accessibilité des infrastructures des biens et des services ;
18. Considérer la **migration** comme une opportunité plutôt qu'un problème pour le développement économique futur de notre continent, et à travailler avec leurs partenaires au sein et en dehors de l'Europe pour s'assurer que les migrants soient traités sur un pied d'égalité et qu'ils puissent développer tout leur potentiel ;
19. Respecter et promouvoir le principe de la **liberté de circulation au sein** de l'Union européenne, et à s'assurer que tous les citoyens de l'UE se voient offrir les mêmes opportunités et des emplois décents, peu importe leur lieu d'établissement, et qu'ils soient garantis des mêmes droits civiques et sociaux ;
20. Donner un sens à l'**Europe élargie**, et entendre les attentes des peuples ayant vocation à rejoindre l'Union européenne ; tout en continuant à promouvoir l'**autonomie locale** et la **décentralisation** en Europe comme le moyen le plus direct de garantir la démocratie et d'éviter les conflits territoriaux.

Ensemble, nous nous engageons à :

21. Respecter les **droits** et libertés fondamentales de toutes et tous, et honorer nos **devoirs** à envers notre communauté à l'échelle locale, européenne et globale ;
22. Construire des **communautés ouvertes et inclusives**, à tous les niveaux, où femmes et hommes, jeunes et moins jeunes respectent le passé de chacun, partagent un présent commun et participent de manière équitable au futur de leur communauté ;
23. Continuer d'avancer vers une **Europe unie et intégrée**, où la voix des citoyens et de leurs représentants politiques les plus proches, les maires et conseillers, soit pleinement entendue et prise en compte ;
24. Initier et participer à des **débats locaux** sur les enjeux de la construction européenne, **mobiliser les parlementaires européens** pour qu'ils expliquent leur rôle et rendent compte de leurs mandats ;
25. Coopérer entre nous dans un esprit de **partenariat** pour un futur meilleur et durable pour tous.

Nous invitons tous nos concitoyens, les dirigeants de nos communes et régions, les décideurs à l'échelle nationale, européenne et globale, et les représentants de la société civile à s'unir à cet appel. Ensemble, honorons les pères fondateurs de notre Union ; ensemble, relançons le projet européen !